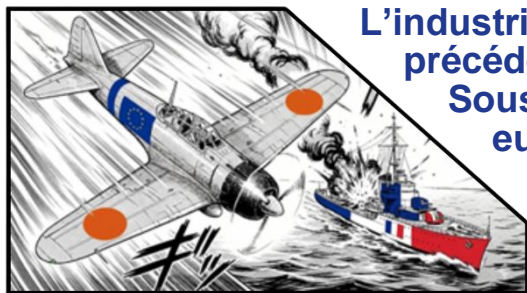


2035, L'ULTIMATUM KAMIKAZE

L'ÉLECTRIFICATION FORCÉE ENTRAÎNE
LA MORT DES EMPLOIS EN FRANCE

05 décembre 2025



L'industrie automobile traverse une crise majeure et sans précédent.

Sous les impulsions dogmatiques de la réglementation européenne, la transition énergétique imposée à marche forcée - avec l'abandon total annoncé des véhicules thermiques neufs dès 2035, ainsi que la course à la neutralité carbone en 2050 - bouleversent profondément tout le secteur.

Notre histoire et nos cultures rendent l'adaptation à la transition énergétique plus longue, plus coûteuse et plus complexe que chez les concurrents chinois, qui partent de zéro sans héritage industriel et bénéficient de coûts de production ultra-compétitifs, tout cela accompagné de subventions massives.

Un malaise persiste au sein du groupe en France :

Mais alors pourquoi certains défendent-ils encore avec zèle la ligne qui a échoué, se prétendant la voix des salariés tout en menaçant l'emploi et l'avenir de l'entreprise ?

Certainement un mélange des genres entre syndicalismes et politiques en association avec les ONG

La CFE-CGC 1^{er} syndicat du groupe dénonce cette contradiction.

Nous prioriserons toujours l'emploi, la pérennité industrielle et l'intérêt des équipes, loin de toute idéologie.

En jeu se trouve l'avenir de dizaines de milliers de salariés, confrontés à un calendrier 2035 dogmatique qui ignore les réalités du terrain du marché et de l'emploi ; avec 40 000 postes déjà perdus et 75 000 menacés, refuser l'ajustement pourrait avoir des conséquences dramatiques en cautionnant les fermetures de sites en France.

La CFE-CGC porte une ligne claire qu'elle partage avec FO et CFTC :

<https://lc.cx/ZINTlh>

- Une transition écologique ambitieuse mais réaliste, fondée sur la neutralité technologique (électrique, hybride, thermiques très efficaces, carburants décarbonés).
- De la flexibilité réglementaire pour sécuriser les investissements et les volumes de production dans nos usines françaises.
- Des mesures de contenu local européen pour défendre notre souveraineté industrielle face à la concurrence chinoise et préserver l'emploi en France.



Nous refusons que les salariés paient le « tout électrique » idéologique sans soutien, réseau ni pouvoir d'achat. Maintenir une trajectoire irréaliste livre notre industrie aux chinois et organise la disparition de milliers d'emplois.

La CFE-CGC affronte la réalité : alerter, proposer et exiger un ajustement de la trajectoire 2035.



Une fenêtre s'ouvre avec la révision anticipée de la réglementation européenne. La CFE-CGC se bat pour qu'elle ne soit pas manquée :

- Ajustement de la trajectoire 2030-2035 selon le rythme réel d'adoption des VE.
- Reconnaissance des hybrides, des technologies de prolongateur d'autonomie et des carburants bas-carbone dans le cadre européen.
- Un Plan européen de sauvegarde et de reconversion des emplois, adossé à des investissements massifs et à des protections industrielles.



La CFE-CGC ne laissera pas l'idéologie et le dogmatisme Européen remplacer le dialogue, et les slogans ainsi que la communication, remplacer la vérité industrielle. Elle défendra pied à pied l'emploi et l'avenir industriel de la France.